PÉTROLE ET RÉVOLUTIONS ARABES

Guerre en coulisses

A l'ombre des révolutions démocratiques arabes se déroule une autre bataille éminemment stratégique autour de la politique énergétique dans le monde. Dans ce jeu de coulisses, le Qatar montre un activisme particulier et énigmatique laissant croire la volonté et la détermination de ce pays du Golfe à occuper tous les espaces et évoluer sur tous les registres. Cette nouvelle doctrine diplomatique adoptée par le Qatar montre clairement la très grande ambition qu'il nourrit tant sur le plan politique que celui de l'économie, après avoir réussi notamment à décrocher le billet d'organisation de la Coupe de monde de football en 2022.

Par Mourad Aït Oufella

Après avoir organisé, les 16 et 17 novembre derniers, à Doha, une réunion au sommet des pays producteurs et exportateurs de gaz, boudée par le président iranien, l'émirat du Qatar s'apprête à accueillir le 20e Congres mondial du pétrole du 5 au 8 décembre prochain. Cette réunion importante, dont les travaux seront ouverts par le très médiatique émir du Qatar, intervient quelques jours seulement avant la tenue du sommet de l'Opep, prévu le 14 décembre prochain.

Le congrès de Doha verra la participation de plusieurs délégations ministérielles de pays producteurs dont l'Algérie, qui sera représentée par le ministre de l'Energie et des Mines, Youssef Youcefi dont l'intervention est programmée pour le 7 décembre, soit la veille de la clôture de cette rencontre. Sont également conviés aux travaux de ce sommet, les premiers responsables des plus grandes sociétés pétrolières au niveau mondial, comme Exxon, Total, Repsol Statoil, qui présideront des ateliers et donneront des conférences sur les défis et enjeux du marché énergétique dans le contexte actuel marqué par des bouleversement politiques planétaires et la crise économique qui frappe de plein fouet les pays occidentaux en général et les pays de la zone euro en particulier. Durant les quatre journées que durera cette réunion, plusieurs questions stratégiques seront débattues et des pistes de travail seront peaufinées pour les soumettre à la future conférence de l'Opep, dont le secrétaire général en exercice sera présent au sommet de Doha pour donner une conférence sous le thème significatif «Le dialogue des consommateurs : l'attente et les résultats». L'intitulé de cette communication à lui seul révèle la problématique qui se pose, et marquera, sans doute, les relations entre les pays producteurs et les pays consommateurs dans la phase actuelle et l'avenir prochain.

Dans les coulisses, les manœuvres et les négociations ont déjà commencé pour accompagner le changement politique dans le monde arabe par la reconfiguration

Photo : DR

des relations économiques entre ces pays et l'Occident qui vit une des crises les plus graves de son histoire récente. L'après-Kadhafi va peser lourdement dans cette nouvelle carte étant donné que la Libye est l'un des pays les plus importants en matière de richesse en or noir ; avec une réserve estimée à 39,1 milliards de barils, elle occupe le 9e rang mondial.

Ce qui explique d'ailleurs la célérité avec laquelle les nouvelles autorités de ce pays tentent, avec l'aide des pays occidentaux qui ont des intérêts directs, de relancer la production en procédant à la remise en marche des raffineries touchées par la guerre contre le régime du dictateur déchu. La production de la Libye, qui était de l'ordre de 1,6 million de barils /jour, a chuté de plus de la moitié pour atteindre 700 000 barils en septembre dernier. Les observateurs et les experts dans ce domaine estiment que le retour au rythme normal de production de la Libye pourrait prendre de six à dix-huit mois. Les nouveaux responsables de ce pays, quant à eux, vont engager une course contre la montre pour essayer d'avoir les fonds nécessaires pour la reconstruction et le développement du pays. Les grandes sociétés pétrolières européennes et américaines sont sur les lieux et s'affairent à remettre sur les rails le secteur de l'énergie libyen.

La bataille autour du contrôle des matières premières n'est pas totalement gagnée par ceux qui l'ont engagée. La phase actuelle est celle de la redistribution des rôles entre les différents acteurs, ce qui explique d'ailleurs l'intense activité du Qatar sur tous les fronts, profitant de son aisance financière, de la sécurité dont il bénéficie grâce à la base américaine implantée sur son territoire ainsi que la stabilité interne qui le caractérise ces derniers années. L'émirat du Qatar essayent de doubler l'Arabie saoudite pour jouer un rôle prépondérant dans la nouvelle configuration que les grandes puissances, et à leur tête les Etats-Unis, tâchent de mettre en place pour faire face aux dangers que constitue l'Iran sans oublier l'avancée de la Chine qui grignote et occupe chaque jour des espaces qui leur sont traditionnellement acquis.

Sur le plan énergétique, bataille la plus stratégique aux yeux des Occidentaux, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord restent des terrains d'influence où se joue cette guerre qui ne dit pas son nom. La situation actuelle n'offre pas une grille de lecture complète sur la nature des rapports de force et l'avenir et le cap de la bataille de l'énergie que se livrent les puissances économiques pour le contrôle des matières premières comme instrument de production, de contrôle et de redéfinition des relations internationales sur le plan économique mais aussi celui politique et stratégique.

Il faudrait attendre la fin ou le parachèvement du processus pour comprendre et saisir convenablement les objectifs et les enjeux de ce bouleversement que vivent les pays arabes actuellement. Processus qui n'est pas totalement différent de ce que le bloc de l'Est, les pays communistes, avait vécu au lendemain de la chute du mur de Berlin en octobre 1989. C'est peut-être l'histoire qui se répète dans des régions différentes mais pour les mêmes objectifs.

M. A. O.

FRANCE

Sarkozy lance une offensive sans pareille pour laver l'OAS de tout crime

La réhabilitation par Sarkozy des criminels de l'OAS prend ces derniers mois un rythme accéléré. Après les stèles en leur «mémoire» tolérées et parfois même autorisées, c'est maintenant aux plus hautes autorités de l'Etat de laver plus blanc que neige les anciens condamnés de l'OAS. Nous évoquions (*Soir d'Algérie *du 3 novembre) le transfert par le ministre de la Défense de la dépouille du criminel Bigeard aux Invalides, là où reposent les grands «héros morts pour la France». Ce lundi, c'est Sarkozy lui-même qui décorait en grande pompe Helie Denoix de Saint Marc, un des putschistes de 1961 de l'OAS. Dans le même temps, un historien, aidé des services de l'Etat, commet un livre qui va dans le nouveau sens que le pouvoir en place veut donner à l'histoire de la guerre d'Algérie.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Un livre lave de tout crime l'OAS qui n'aurait fait, selon son auteur, que réagir aux exactions du FLN. C'est globalement ce qu'affirme Jean-Jacques Jordi, désigné comme «historien réputé, plutôt classé à gauche», dans un livre intitulé *Un silence d'Etat*. Les disparus civils européens *de la guerre d'Algérie*. *Valeurs actuelles*, hebdomadaire de droite, lui a consacré pas moins de 6 pages et avait annoncé à grand renfort ce livre, présenté comme la révélation du siècle. Pas étonnant que ce livre paraisse à la veille du 50e anniversaire de… Pas étonnant non plus que selon *Valeurs actuelles,* «le président de la mission interministérielle aux rapatriés l'a (à l'auteur) exceptionnellement autorisé il y a quatre ans, au nom du gouvernement, à plonger dans ces archives, normalement interdites d'accès pour une période allant de soixante à cent ans». Enfin, ce livre ne vient pas seul : la réhabilitation de l'OAS va bon train et s'accélère au fur et à mesure que la présidentielle avance. Depuis «près de cinquante ans», il règne un manichéisme mémoriel : d'un côté, les gentils : FLN et partisans de l'indépendance et de l'autre les méchants : pieds-noirs et défenseurs de l'Algérie française. Et c'est ce que vient rétablir, J.-J. Jordi qui explique : «Jusque-là, la thèse officielle était que l'OAS, refusant les accords d'Evian, avait plongé l'Algérie dans la terreur, légitimant la riposte du FLN.»

Cela n'est «qu'en partie vrai, poursuit-il. D'abord parce que le terrorisme FLN a précédé celui de l'OAS, mais aussi parce qu'il a été beaucoup plus meurtrier». A l'évidence, en cours de route, ce grand historien a omis de replacer cette guerre dans son contexte de guerre de libération et verse consciemment (et si c'est inconscient, c'est plus grave) en qualifiant de «terroriste» le combat du peuple pour se libérer d'un indu occupant. Ce n'est pas tout. Le FLN, dit-il encore, au lieu de s'en prendre à l'OAS, s'en est pris «aveuglément» à l'ensemble de la population, «instaurant un climat de terreur» dont le but avoué, dit-il, «est de précipiter le départ des Français, y compris après le 19 mars et le 5 juillet». Faut-il rendre grâce à cet historien de parler de «but avoué» ? La guerre de libération n'était pas clandestine en effet et son objectif ultime comme dans tout pays vivant sous un régime colonial est de s'en libérer. Au centre de son ouvrage, la torture et en conclusion de ses recherches, il assène : «La torture n'est pas une spécialité de l'armée française : elle a été largement utilisée par le FLN et l'ALN.»

Et pour convaincre de cette réalité, notre historien puise dans des documents (louable initiative) qui relatent cependant deux cas à Oran (parmi d'autres, précise-t-il, au cas où on lui opposerait la systématisation de cette pratique par les militaires et autres paras qui ne s'en sont pas cachés eux-mêmes) avec reproduction des fac-similés sur ces deux affaires et conclut cette évocation par ce qui était attendu : «Tortures systématiques qui vont durer longtemps après l'indépendance.» Mais il n'en reste pas là. Plusieurs documents, est-il dit , «vont jusqu'à relater le cas de personnes enlevées pour donner leur sang aux combattants FLN». Et comme preuve de ses découvertes, notre historien raconte que «le 21 avril 1962, des gendarmes d'Oran en patrouille découvrent «quatre Européens entièrement dévêtus, la peau collée aux os et complètement vidés de leur sang. Ces personnes n'ont pas été égorgées, mais vidées de leur sang de manière chirurgicale». Pour seule preuve de ces prétendues pratiques, l'auteur reproduit un rapport signé du chef d'escadron, chef PI du PSN et dont la lecture est édifiante. Il commence en effet par : «D'après un renseignement d'origine civile et privée» et se termine par «une quarantaine d'Européens seraient séquestrés au même endroit (un hôpital entre Belcourt et le boulevard Bru), jouant le rôle de donneurs de sang.»

Apprécions le conditionnel mis dans cette phrase et la pratique généralisée qu'en a fait notre historien. Après avoir affirmé que l'OAS n'a fait que répondre à la «barbarie» du FLN, J.-J. Jordi s'attache dans le cœur de son ouvrage à tenter de convaincre que les forces envoyées par Paris en avril 1962 pour lutter contre l'OAS et la Mission C (pour mission Choc), dont «de Gaulle lui-même a approuvé la constitution, ont commis les pires exactions contre les Européens, avec le concours du FLN». Après les accords d'Evian, Jordi commente : «un rapprochement s'opère entre la Mission C et le FLN, prioritairement sur Alger et Oran. Hacq (chef de la Mission C) et Lacoste entrent en étroite relation avec Si Azzedine, chef de la Zone autonome d'Alger – qu'ils rencontrent pour la première fois le 19 mars… Si Azzedine reçoit plusieurs listes de membres de l'OAS. Le marché est clair, révèle une note militaire, : les commandos d'Azzedine peuvent se servir de cette liste pour leurs actions contre l'OAS et ils peuvent bénéficier d'une certaine impunité d'autant que les buts du FLN et de la Mission C se rejoignent». Ainsi va le nouveau cours que l'on veut donner à la guerre de libération du peuple algérien et il est à parier que plus les élections approchent (avril 2012) et plus l'on observera des sorties de ce type. Dans ce contexte, il est clair que jamais les atrocités commises par la colonisation ne seront reconnues.

K. B.-A.